

SYRIE

Damas appelle l'ONU à dissoudre la coalition dirigée par les États-Unis pour ses crimes contre les civils

Le ministère syrien des Affaires étrangères a de nouveau appelé l'ONU à dissoudre la coalition antiterroriste dirigée par les États-Unis, en raison de ses crimes contre les populations civiles en Syrie, a rapporté hier l'agence de presse SANA.

«Les massacres systématiques commis par les États-Unis contre des civils syriens constituent une violation flagrante du droit international», a déclaré le ministère, appelant au «démantèlement immédiat d'une coalition qui a été formée sans consulter le gouvernement syrien, et en dehors du cadre de travail de l'ONU».

Le ministère a notamment mentionné plusieurs incidents dans lesquels les frappes aériennes de la coalition avaient tué des civils, affirmant en outre que les

États-Unis avaient utilisé des munitions au phosphore dans des frappes contre des civils dans la ville septentrionale de Raqqa. Il a également indiqué que ces raids avaient détruit des maisons et des hôpitaux à Raqqa, la capitale de facto du groupe terroriste Daesh. Le ministère a souligné que les «crimes» de la coalition s'étaient reproduits dans les provinces de Hassaké, d'Alep et de Deir Ezzor. Cette condamnation intervient au lendemain d'une série de frappes dirigées par les États-Unis, qui ont tué 43 civils dans différentes zones de Raqqa.

Au cours des deux derniers mois, la coalition dirigée par Washington a intensifié ses attaques sur Raqqa, en conjonction avec l'offensive terrestre des Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les États-Unis, qui ont déjà repris la moitié de la ville à Daesh.



Le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid Moallem.

Photo : D.R.

CORÉE DU NORD

Pyongyang dénonce une «violation» de sa souveraineté après les sanctions de l'ONU

La Corée du Nord a condamné hier la nouvelle volée de sanctions que lui a infligées l'ONU, déclarant qu'elle ne négocierait pas sur ses programmes nucléaire et balistique tant qu'elle serait sous la menace des États-Unis.

Les sanctions adoptées samedi par le Conseil de sécurité de l'ONU constituent «une violation violente de notre souveraineté», a déclaré Pyongyang dans un communiqué publié par l'agence officielle KCNA.

«Nous ne mettrons pas notre programme de dissuasion nucléaire sur la

table de négociations» tant que le Nord est menacé par Washington, ajoute le texte. Pyongyang «ne reculera pas d'un seul pas s'agissant du renforcement de sa puissance nucléaire».

Dans une tentative de réfréner les ambitions nucléaires du Nord, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté samedi une résolution qui risque de priver Pyongyang d'un milliard de dollars annuels de revenus.

Le texte a été adopté à l'unanimité, y compris par la Chine, principal allié et partenaire commercial de Pyongyang, ainsi que par la Russie.

Ce texte proposé par Washington a pour objectif de pousser Pyongyang à

la négociation après son premier tir d'un missile intercontinental le 4 juillet, jour de la fête nationale américaine. La Corée du Nord a procédé le 28 juillet au tir d'un engin similaire, mettant une bonne partie du continent américain à sa portée. Pyongyang a menacé les États-Unis, artisans des dernières sanctions, de leur «faire payer le prix de leur crime (...) un millier de fois».

«Si les États-Unis croient qu'ils sont en sécurité par ce qu'un océan nous sépare, ils se trompent lourdement, ajoute la Corée du Nord. Les pays «qui ont collaboré avec les États-Unis» pour soutenir la résolution devront aussi «rendre des comptes».

ALLEMAGNE

Scrutin à risque pour les sociaux-démocrates après les législatives

Les sociaux-démocrates allemands enchaîneront deux scrutins à risque à l'automne, avec les législatives qu'ils abordent en mauvaise posture, puis l'élection régionale le 15 octobre en Basse-Saxe (nord-ouest) où leur coalition vient de s'effondrer.

La date du scrutin anticipé dans cet État-région, le quatrième le plus peuplé d'Allemagne, a été annoncée hier par le chef de l'exécutif régional, le social-démocrate Stephan Weil, après plusieurs jours d'incertitude.

Le parti social-démocrate (SPD) avait perdu vendredi sa majorité au Parlement régional après la défection

d'Elke Twesten, une députée du parti Vert — son partenaire de coalition dans cette région — pour le camp des conservateurs de la CDU.

S'il a un temps été question de tenir l'élection régionale le même jour que les législatives, comme le souhaitaient les conservateurs, M. Weil a expliqué avoir préféré attendre l'issue du scrutin national. Avant cet épisode, la Basse-Saxe ne devait renouveler son Parlement qu'en janvier prochain.

Les troupes sociales-démocrates, menées pour les législatives du 24 septembre par Martin Schulz, l'ancien président du Parlement européen, sont nettement distancées par celles d'Angela Merkel, qui sollicite un quatrième mandat de chancelière.

Selon un sondage Forsa publié la semaine dernière, le SPD accuse un retard de 18 points derrière la CDU, avec 22% d'intention de vote contre 40% pour le parti d'Angela Merkel.

Au niveau régional, la chute de la coalition en Basse-Saxe s'ajoute aux trois défaites du SPD lors de scrutins régionaux en 2017 en Rhénanie du Nord-Westphalie, en Sarre et au Schleswig-Holstein.

La chancelière allemande, qui affiche après 12 ans de pouvoir la plus grande longévité d'un dirigeant occidental, se pose en garante de la stabilité dans un paysage politique mondial en recomposition ainsi qu'en gardienne de la prospérité économique allemande.

VENEZUELA

Une commission va enquêter sur la mort de manifestants

La nouvelle Assemblée nationale constituante du Venezuela a créé une Commission de la vérité, de la justice et des dédommagements chargée d'enquêter sur les manifestations violentes qui ont fait plus de 100 morts, a annoncé hier le Président Nicolas Maduro. L'Assemblée nationale constituante, dont les membres ont été élus le 30 juillet, s'est réunie samedi pour la première fois, entend identifier les responsables de ces décès et dédommager les familles des victimes. «L'Assemblée constituante est partie du bon pied», a déclaré M. Maduro, qualifiant cette décision de «magnifique». Les membres de la commission vont enquêter sur la série de manifestations violentes et anti-gouvernementales qui a débuté en avril dernier, ainsi que des rassemblements massifs au cours des premiers mois de 2014 pour protester contre la violence urbaine, l'inflation et la pénurie chronique de produits de base attribués aux politiques économiques du pouvoir.

Cette commission aura le droit de convoquer «les auteurs de sorte que les cours de justice pourront commencer leur travail, permettant d'établir la vérité et de jeter les bases d'un processus de justice et de pardon», a déclaré M. Maduro.

La présidente de la Constituante, Delcy Rodríguez, présidera cette commission.

M. Maduro a également salué la décision de l'ANC de destituer et remplacer temporairement la procureure générale, Luisa Ortega Díaz, très critique envers le gouvernement, par l'ancien médiateur Tarek William Saab. Le gouvernement a expliqué que ce changement était nécessaire du fait que Mme Ortega faisait elle-même l'objet d'une enquête pour incitation présumée à la violence politique.